

Choose France for Higher Education

Un frein à l'accessibilité des études d'orthophonie

Le 20 avril 2026, Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Espace, a présenté la stratégie *Choose France for Higher Education*. Pensé pour attirer les étudiant(e)s internationaux(ales) en France, ce plan prévoit notamment une application systématique des frais différenciés, soit une multiplication par 16 des frais d'inscription pour les étudiant(e)s concerné(e)s. Dans un contexte marqué par la suppression des APL pour les étudiant(e)s extra-communautaires, cette stratégie vient renforcer leurs difficultés d'accès à l'enseignement supérieur et la précarité qui les touche.

La FNEO dénonce le plan "Choose France for Higher Education" ainsi que sa xénophobie, et demande son retrait.

Par cette augmentation des frais, la stratégie *Choose France for Higher Education* met en difficulté économique des étudiant(e)s déjà précaires. Sur l'année universitaire 2023-2024, les étudiant(e)s non-européen(ne)s représentaient 62% des étudiant(e)s aidé(e)s par les Aides Spécifiques Ponctuelles des Crous (ASAP)¹ et 60,2% des bénéficiaires des AGORAé², témoignant d'un quotidien marqué par des difficultés économiques. Les étudiant(e)s extra-communautaires ne sont pas exempté(e)s de la précarité croissante, mais sont pourtant le vecteur d'une réelle richesse pour la France, tant culturellement, professionnellement qu'économiquement³. L'Etat se doit ainsi de s'engager pour faciliter l'accueil des étudiant(e)s internationaux(ales) sans exercer de sélection par l'argent, conformément à sa volonté de rendre les universités françaises accessibles à tou(te)s.

La FNEO s'oppose à l'application systématique des frais d'inscription différenciés pour les étudiant(e)s extra-communautaires.

Nous savons aujourd'hui que le salariat étudiant, notamment contraint pour des raisons économiques, est le facteur principal d'échec dans les études supérieures. Exacerber la précarité des étudiant(e)s extra-communautaires, c'est accepter de leur imposer de se salarier pour vivre et ainsi de mettre leurs études en péril.

La FNEO demande que l'université reste un espace d'émancipation pour tou(te)s.

¹ Rapport d'activité 2024, Crous.

² Baromètre de la précarité étudiante 2025 [Dossier de Presse], FAGE.

³ L'impact économique des étudiants internationaux en France. (2022), Campus France.